leurs actionnaires; d'autres, empêchées d'en agir ainsi par leur charte, employaient leurs fonds dans des spéculations louches et douteuses au bénéfice de quelques privilégiés; des compagnies mutuelles ont même été jusqu'à distraire une partie des fonds de la mutualité, pour l'usage d'un parti politique; les salaires de tous ceux qui avaient la main à la roue, de plusieurs même qui se contentaient d'y jeter l'œil, étaient exorbitants, à tel point que l'opinion publique s'est emparée de cette question, et a forcé ces puissantes institutions à adopter "une politique d'économie" comme dit le confrère; — mais où, et quand les enquêteurs, la voix publique, ont-ils déclaré que les honoraires des médecins étaient trop élevés? — Cette décision est imputable aux seules compagnies, à leurs seuls administrateurs, et me semble prise, non pas dans un mouvement de justice, d'équité, mais plutôt pour apaiser l'opinion publique révoltée des excès, des dilapidations de certaines d'entr'elles; — et nous allons souffrir des péchés des pharisiens qui veulent nous expliciter.

Il y a une étrange chose en cette affaire: Tout dernièrement je recevais de l'une de ces grosses corporations, l'offre suivante: "Nous vous accorderons \$3.00 pour un examen de \$1000.00 à \$5,000.00, et \$5.00 pour une assurance d'au delà de \$5,000.00..." Je réplique: "Mais quelle différence y a-t-il dans mon travail, en ces deux cas? L'on me répond: "C'est à prendre ou à laisser."

Un solliciteur d'assurance me faisait remarquer que la prime sur un risque de \$1000,00 ne permettait pas aux compagnies d'accorder un honoraire de \$5.00 aux médecins. Alors, qu'elles augmentent le prix de cette prime.

Beaucoup de marchands font cette distinction, vendent plus cher au "petit" qu'au "gros" plus cher à l'once qu'au quintal.

Au reste, un examen bien fait, consciencieusement fait, vaut plus que \$3.00 — l'opinion publique, ainsi que l'autorité judiciaire par la voix des commissions qui ont fait enquête sur l'administration des sus-dites compagnies, n'ont jamais, que je sache, conseillé de réduire le salaire des médecins examinateurs; — donc, l'application de cette politique d'économie, dans notre cas est injuste, tyrannique, et non avenue.

Mais là où l'argumentation de mon confrère du Montreal Medical m'étonne, c'est lorsqu'après avoir affirmé "qu'un honoraire de \$3.00 ne suffit pas pour un examen", il conclut son article comme suit: "Even if the combination of Medical Societies be more close tant it is likely to be, we do not believe that any results will be accomplished, and the Medical Societies will have put themselves in the wrong by the attempt." Ce qui équivaldrait à dire, si l'on généralisait ce principe, que "la justice sera vaincue, écrasée par la force." La chose est possible, je l'admets: soit que les compagnies prennent à leur service exclusif quelques médecins attitrés, commis-voyageurs en examens d'assurance, — soit qu'elles réussissent à trouver dans nos rangs assez de médecins officieux et complaisants, pour faire faire leur besogne à des prix "moins que suffisants", comme l'admet l'éditorial du Montreal Medical.

Dans ce dernier cas, il est à craindre que le service médical ne manque d'efficacité; car j'ai lieu de croire, — plus que cela, j'ai les preuves qu'en certains endroits, seules quelques infériorités, des médecins de disette, des confrères à responsabilité limitée (I think that trade-unions call them "scabs"), ont offert leurs services au rabais. Mais ceci ne regarde que les compagnies, — et peut-être aussi un peu les porteurs de police d'assurances.

Je viens de relire l'article de mon confrère du journal anglais, et l'impression qui me reste, est quelque chose de décevant, de décourageant. Je me demande, s'il appartient à un journal de médecine, à un organe de la profession, de jeter ainsi le doute, le malaise, la suspicion, le désarroi dans l'esprit des militants, des convaincus, qui dirigent un mouvement de légitime défense, dans l'intérêt de la communauté. — Le Montreal Medical n'a seulement pas le prétexte "d'offrir des conseils", car la lutte est engagée depuis plus d'un an, — et est par le fait inévitable. Mieux eut valu alors garder le silence, plutôt que de semer l'anarchie dans nos rangs.

En tout cas, je compte que les faiblesses isolées seront rares, que les désertions seront clairsemées; — et j'espère qu'avant de faire des concessions humiliantes, des compromis équivoques,